



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1100
19 novembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT PRÉSENTÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL EN APPLICATION
DU PARAGRAPHE 10 DE LA RÉOLUTION 1153 (1998) DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ

I. INTRODUCTION

1. En application du paragraphe 5 de la résolution 1153 (1998) du Conseil de sécurité, en date du 20 février 1998, le plan de distribution élargi a été soumis par le Gouvernement iraquien le 27 mai 1998 et approuvé par le Secrétaire général le 29 mai 1998 (S/1998/446). En conséquence, une nouvelle période de 180 jours a commencé le 30 mai 1998 à 0 h 1 (heure de New York).

2. Le présent rapport, soumis en application du paragraphe 10 de la résolution 1153 (1998), contient des informations pour la période allant jusqu'au 31 octobre 1998 sur la distribution de fournitures humanitaires dans l'ensemble de l'Iraq, y compris l'application du Programme humanitaire interorganisations des Nations Unies dans les trois gouvernorats du nord (Dohouk, Arbil et Souleimaniyeh). Il décrit également les faits nouveaux dans l'application du Programme depuis le précédent rapport, soumis au Conseil le 1er septembre 1998 (S/1998/823).

II. RECETTES, ACHATS ET DISTRIBUTION AUX UTILISATEURS

A. Production de pétrole et vente de pétrole et de produits pétroliers

3. Depuis le début de la phase actuelle, les superviseurs de l'ONU et le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) ont examiné et approuvé au total 59 contrats conclus avec des acheteurs de 26 pays, ainsi qu'il est indiqué ci-après : Algérie (1), Autriche (1), Belgique (1), Bulgarie (2), Canada (1), Chine (1), Émirats arabes unis (2), Espagne (3), États-Unis d'Amérique (2), Fédération de Russie (14), France (4), Inde (1), Indonésie (1), Italie (5), Kenya (1), Malaisie (1), Maroc (2), Panama (1), Pays-Bas (1), Portugal (1), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (4), Singapour (1), Slovaquie (1), Suisse (2), Turquie (4) et Viet Nam (1).

4. La quantité totale des exportations de pétrole approuvées en vertu desdits contrats est d'environ 308 millions de barils pour 180 jours, ce qui représente la quantité la plus importante depuis le début du Programme. On notera que la quantité moyenne de pétrole exportée d'Iraq est passée de 1,3 million de

barils/jour durant la précédente période de 180 jours à 1,7 million de barils/jour pendant la période considérée, allant jusqu'au 31 octobre 1998. Simultanément, pendant la présente phase, le prix du brut iraquien a diminué pour s'établir aux environs de 10 dollars le baril. Aux prix actuels, le montant estimatif total des recettes prévues pour la présente phase s'élève à 3,15 milliards de dollars. Après déduction des redevances minimum de 140 millions de dollars pour l'oléoduc et en allouant les recettes comme il est prévu aux alinéas a) à f) du paragraphe 8 de la résolution 986 (1995), un montant d'environ 1,98 milliard de dollars serait disponible pour financer l'achat des fournitures humanitaires autorisées par la résolution 1153 (1998) et du matériel et des pièces détachées pour le secteur pétrolier autorisés par la résolution 1175 (1998). Ce montant est loin du montant de 3,1 milliards de dollars nécessaire pour permettre l'exécution intégrale du plan de distribution élargi. Au titre de chacune des trois phases précédentes, un montant de 1,32 milliard de dollars avait été mis à la disposition du Programme humanitaire. Pour rappel, dans ma lettre du 15 avril 1998 (S/1998/330 et Corr.1), j'avais indiqué que, selon le groupe d'experts créé en application du paragraphe 12 de la résolution 1153 (1998), si le prix moyen du baril de brut iraquien se maintenait à 10,5 dollars, la capacité d'exportation existante de 1,6 million de barils/jour permettrait tout juste de générer des recettes pétrolières d'un montant de 3 milliards de dollars pour la période de 180 jours commençant en juin 1998, à condition que les pièces de rechange soient commandées immédiatement.

5. Au 31 octobre 1998, l'exportation de pétrole iraquien au titre de la présente phase se déroulait sans heurt. Deux cent neuf chargements représentant 255 millions de barils d'une valeur estimée à 2 milliards 576 millions de dollars ont été effectués. La part des chargements effectués à Ceyhan (Turquie) a été d'environ 50 %.

6. Les superviseurs ont continué à conseiller le Comité du Conseil de sécurité sur les mécanismes de fixation des prix, l'approbation des contrats et les modifications à y apporter, ainsi que sur d'autres questions ayant trait aux exportations et au contrôle, au titre de la résolution 986 (1995) et de toutes les résolutions ultérieures pertinentes. Les superviseurs et les inspecteurs indépendants de la société Saybolt Nederland BV, chargés de surveiller le chargement et le transfert du pétrole, ont aussi collaboré étroitement pour assurer le contrôle des installations pétrolières en cause.

B. Compte Iraq ouvert par l'ONU

7. Le Compte Iraq ouvert par l'ONU est divisé en sept fonds distincts, conformément aux alinéas a) à g) du paragraphe 8 de la résolution 986 (1995) du Conseil de sécurité. Au 31 octobre 1998, sur les 5 milliards 256 millions de dollars autorisés pour la période de 180 jours commencée le 30 mai 1998 (phase IV) au titre de la résolution 1153 (1998), 2 039 500 000 dollars avaient été déposés sur le Compte pour cette période, ce qui portait le total des recettes des ventes de pétrole depuis le début du Programme humanitaire à 8 399 200 000 dollars. L'annexe au présent rapport indique la répartition des recettes entre les différents fonds et des dépenses correspondantes à ce jour.

/...

8. En application du paragraphe 14 du Mémoire d'accord entre l'ONU et le Gouvernement iraquien (voir S/1996/356), le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU procède actuellement à son troisième audit du Compte Iraq ouvert par l'ONU et du Programme Iraq. Le deuxième rapport du Comité des commissaires aux comptes, qui couvre la période allant du 1er juillet au 31 décembre 1997, m'a été soumis le 2 novembre 1998, et je l'ai transmis au Gouvernement iraquien et au Comité du Conseil de sécurité le 11 novembre 1998.

9. Le Bureau chargé du Programme Iraq, ainsi que les autres départements et services concernés, prennent les mesures requises pour appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes.

C. Définition de priorités, traitement et approbation
des demandes, livraison de fournitures à l'Iraq et
distribution aux utilisateurs

Compte ESB (53 %)

10. Pendant la période considérée, le Bureau chargé du Programme Iraq a traité des demandes correspondant tant à la phase III qu'à la phase actuelle dans le cadre du plan de distribution élargi. Conformément aux procédures du Comité du Conseil de sécurité, le Secrétariat a continué à distribuer le texte des demandes au Comité, pour examen et approbation, avant même que les fonds nécessaires ne soient disponibles, étant entendu que le Secrétariat n'émettrait de lettres d'approbation que lorsqu'il aurait été confirmé que le Compte Iraq était suffisamment alimenté.

11. Pour la phase III, 63 lettres d'approbation, pour un montant de 63 751 631 dollars, étaient en attente de financement. Le rythme auquel ces lettres peuvent être émises dépend principalement des remboursements provenant du compte ESC (13 %) destinés au compte ESB (53 %). Les remboursements sont effectués quand les fournitures sont livrées dans le nord de l'Iraq. Au titre du plan de distribution élargi, 141 lettres d'approbation, représentant un montant de 378 531 496 dollars, étaient en attente d'émission. Cette situation était imputable essentiellement à la diminution des recettes résultant de la baisse du prix du pétrole.

12. Du fait de l'insuffisance des recettes au titre de la phase IV, les fonds alloués aux différents secteurs n'ont pas atteint le montant prévu dans le plan de distribution élargi au cours de la période actuelle de 180 jours. C'est pourquoi le Bureau chargé du Programme Iraq étudie, avec la Mission permanente de l'Iraq, les allocations révisées proposées par le Gouvernement iraquien, en tenant compte du fait que des ressources suffisantes devraient être disponibles pour des secteurs prioritaires définis dans le plan de distribution élargi, notamment ceux qui ont trait à l'alimentation et à la nutrition, à la santé, et aux pièces détachées et au matériel destinés à l'industrie pétrolière iraquienne. Des lettres d'approbation continuent à être émises, en fonction de la disponibilité de fonds, dans le cadre d'un processus renforcé de consultations hebdomadaires avec le Gouvernement iraquien.

/...

13. Les contrats relatifs au matériel et aux pièces détachées destinés à l'industrie pétrolière qui sont approuvés continuent à être financés à hauteur de 53 % par le compte ESB et de 13 % par le compte ESC, selon les directives du Comité du Conseil de sécurité. Au 31 octobre 1998, 277 demandes relatives à des pièces détachées et à du matériel d'une valeur de 155 932 902 dollars avaient été reçues par le Secrétariat; le texte de 217 de ces demandes correspondant à 132 632 124 dollars avait été distribué au Comité, qui en avait approuvé 112 correspondant à 88 819 265 dollars et en avait mis en attente 77 correspondant à 37 998 946 dollars; 15 demandes correspondant à 2 963 875 dollars étaient "dans la filière" et 5 avaient été annulées. Le Secrétariat continue, avec l'aide des experts indépendants, à fournir des informations techniques au Comité pour faciliter l'approbation des demandes. Les demandes de pièces détachées pour l'industrie pétrolière qui nécessitent un amendement au plan de distribution ou de clarification continuent d'être à l'origine d'une grande partie des retards enregistrés au niveau du traitement des contrats. Au 31 octobre 1998, 40 demandes de ce genre, correspondant à 20 336 904 dollars, étaient en cours d'évaluation au Bureau chargé du Programme Iraq.

Compte ESC (13 %)

14. En ce qui concerne le compte ESC (13 %), les 385 demandes reçues au 31 octobre 1998 au titre de la phase III ont été approuvées. Sur les 159 demandes soumises au titre du plan de distribution élargi, 150 avaient été approuvées et une était en attente. Dans le cadre de l'application du système d'information décrit à l'alinéa h) du paragraphe 53 de mon rapport du 1er février 1998 (S/1998/90), le Bureau chargé du Programme Iraq a intensifié ses activités de liaison avec les organismes et les programmes des Nations Unies, tandis que les inspecteurs indépendants établissent depuis le 28 septembre 1998 des rapports quotidiens sur l'arrivée en Iraq des fournitures financées au titre du compte ESC (13 %).

III. ACTIVITÉS D'OBSERVATION ET DE SUPERVISION

A. Inspection et confirmation authentifiée de l'arrivée des fournitures

15. Les inspecteurs indépendants de l'ONU (Lloyd's Register) continuent de confirmer l'arrivée des fournitures humanitaires aux points d'entrée d'Al-Walid, Trebil, Umm Qasr et Zakho. Au paragraphe 53 j) de mon rapport du 1er février 1998 (S/1998/90), j'avais demandé aux inspecteurs indépendants de l'ONU de renforcer les moyens dont ils disposaient pour effectuer des tests de qualité dans des délais aussi brefs que possible sur le plan technique, de même que pour effectuer des tests de qualité à l'intérieur de l'Iraq. À cet effet, le nouveau contrat conclu avec la société Lloyd's Register prévoyait la mise à disposition d'un laboratoire mobile. Les discussions se poursuivent avec le Gouvernement iraquien au sujet de la demande présentée par le Bureau chargé du Programme Iraq concernant l'installation du laboratoire à Trebil. Les inspecteurs indépendants ont également commencé, le 28 septembre 1998, de confirmer l'arrivée des fournitures humanitaires achetées dans le cadre du Programme humanitaire interorganisations des Nations Unies pour les trois gouvernorats de Dohouk, Arbil et Souleimaniyeh.

/...

B. Supervision des pièces détachées et du matériel

16. Dans sa résolution 1175 (1998) du 19 juin 1998, le Conseil a autorisé les États à permettre l'exportation vers l'Iraq des pièces et du matériel nécessaires pour que l'Iraq puisse porter l'exportation de pétrole et de produits pétroliers à un niveau suffisant pour atteindre le montant visé au paragraphe 2 de la résolution 1153 (1998). Le mécanisme de supervision mis en place afin d'assurer une supervision effective des pièces détachées et du matériel en utilisant les connaissances spécialisées fournies par la société Saybolt Nederland BV, avec le concours de la société Lloyd's Register, est à présent opérationnel. Sur la base des contrats dont a eu connaissance le Secrétariat, les premières pièces détachées acheminées en vertu de la résolution 1153 (1998) pourraient commencer d'arriver à destination vers la fin de janvier 1999.

C. Dispositif d'observation des Nations Unies

17. Les activités menées par les observateurs des Nations Unies ont été décrites en détail dans de précédents rapports. Plusieurs initiatives notables ont été prises durant la période sur laquelle porte le présent rapport. Dans le secteur de l'alimentation, au 31 octobre 1998, 92 % des agents de distribution dans le sud et le centre de l'Iraq et la totalité des agents de distribution dans les trois gouvernorats du nord du pays avaient été inspectés par les observateurs du Programme alimentaire mondial (PAM). Le Groupe d'observation par région géographique a entrepris de vérifier si les arrivages de produits étaient distribués de façon équitable et adéquate à Nasiriya, à la suite d'allégations de déplacements involontaires de population qui se seraient produits en septembre 1998. Les résultats initiaux de ses observations n'ont pas été concluants et la question sera gardée à l'étude.

18. Dans le secteur de la santé, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a commencé à se servir de sa liste de 451 médicaments essentiels dans 15 groupes thérapeutiques comme indicateur de suivi de la disponibilité des fournitures. Elle pourra ainsi obtenir des informations toutes les 12 semaines sur les fournitures disponibles, ce qui lui permettra d'évaluer les tendances à long terme. Le Groupe d'observation multidisciplinaire et l'OMS aident actuellement le Ministère de la santé à élaborer des amendements détaillés à l'annexe relative à la santé du plan de distribution élargi. Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a procédé à une brève évaluation de 15 stations d'épuration d'eau desservant plus de 4 millions d'habitants dans sept gouvernorats du centre et du sud du pays en vue de déterminer l'impact du Programme. Les stations ont été sélectionnées en fonction du nombre de bénéficiaires et de la valeur des fournitures allouées au titre des phases I à III. Dans le secteur de l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a réalisé des enquêtes sur la distribution aux usagers des équipements et pièces détachés, des fournitures vétérinaires et des produits agrochimiques. Dans le secteur de l'électricité, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU et les observateurs du Groupe d'observation multidisciplinaire ont passé en revue l'état des centrales électriques de Nasiriya et Mullah Abdullah pour lesquelles de très importants projets de remise en état ont été soumis en vertu du plan de

/...

distribution élargi. Les résultats de ces enquêtes sont consignés dans la section IV du présent rapport.

19. Dans le secteur de l'éducation, les organismes des Nations Unies, les observateurs par région géographique et les observateurs multidisciplinaires ont continué de rencontrer des difficultés pour se rendre dans les entrepôts et les écoles, le Ministère de l'éducation n'étant pas en mesure de fournir du personnel d'accompagnement en nombre suffisant. Malgré quelques améliorations par rapport à la période antérieure, le nombre des accompagnateurs disponibles à un moment quelconque ne dépasse jamais quatre. Le Ministère des affaires étrangères a donné l'assurance que le nombre des accompagnateurs serait étoffé.

IV. EXÉCUTION DU PROGRAMME : EFFICACITÉ, ÉQUITÉ ET ADÉQUATION

A. Exécution du Programme dans le centre et le sud de l'Iraq

Alimentation

20. Au 31 octobre 1998, des denrées alimentaires d'une valeur de 2 483 429 089 dollars avaient été livrées en Iraq depuis le début de l'exécution du Programme, dont l'équivalent de 2 128 100 405 dollars avait été distribué aux utilisateurs dans le centre et le sud du pays. L'objectif fixé dans ce secteur a été la fourniture à chaque individu recensé d'une ration alimentaire d'une valeur nutritionnelle de 2 030 calories par personne et par jour, dont 47 grammes de protéines.

21. À l'issue de l'examen du Programme effectué en janvier 1998, j'avais recommandé dans mon rapport supplémentaire au Conseil de sécurité (S/1998/90) de porter à 2 463 calories la valeur nutritionnelle de la ration alimentaire par personne et par jour. Dans le plan de distribution élargi, le Gouvernement a proposé une ration alimentaire de 2 300 calories par personne et par jour. Toutefois, en raison de la limitation des fonds disponibles, le Gouvernement a décidé de distribuer une ration alimentaire représentant la même valeur nutritionnelle que durant la phase III, c'est-à-dire 2 030 calories par personne et par jour.

22. Durant les trois premiers mois de la période sur laquelle porte le présent rapport, la distribution de denrées alimentaires a représenté 97 % de l'objectif fixé en matière d'apport calorique et 91 % de l'objectif concernant l'apport en protéines. Depuis lors, la ration alimentaire a été distribuée dans son intégralité. C'est la première fois depuis le début du Programme que des rations complètes ont été distribuées durant trois mois consécutifs. Dans 97 % des ménages interrogés, les rations alimentaires ont été reçues dans les délais. Toutefois, selon les observateurs du PAM qui se sont rendus dans le sud et le centre du pays, près de deux tiers des ménages ont indiqué que la ration alimentaire ne suffisait que pour une vingtaine de jours au plus.

23. Les prix des denrées alimentaires constituent un indicateur de l'accessibilité et, partant, de l'offre des denrées alimentaires sur le marché. Alors qu'on avait enregistré une baisse généralisée des prix des produits alimentaires tout au long de l'année 1997, ces prix ont amorcé une hausse en

/...

1998, ce qui donne à penser que la tendance à une accessibilité accrue des denrées alimentaires pourrait bien s'inverser.

Santé et nutrition

24. Au 31 octobre 1998, des médicaments d'une valeur de 444 680 873 dollars sont entrés en Iraq depuis la mise en application du Programme, dont une partie, à hauteur de 183 725 879 dollars, a été distribuée aux utilisateurs finals dans le centre et le sud du pays. Le principal objectif poursuivi dans ce secteur est de fournir une large gamme de médicaments et de matériel médical et dentaire, et d'aider à distribuer les fournitures afin de maintenir un niveau minimum de services de santé.

25. À partir d'avril 1998, la forte augmentation des arrivées de fournitures, ajoutée au manque de moyens de transport, a aggravé l'encombrement des entrepôts et ralenti la distribution. Le matériel de manutention disponible dans les entrepôts ne permet pas d'utiliser au mieux l'espace disponible. De l'équipement lourd a été transféré des entrepôts centraux à ceux des gouvernorats, mais, bien souvent, cette mesure n'a fait que déplacer au détriment de ces derniers les problèmes de manutention. L'augmentation des livraisons et le fait que certains fournisseurs n'ont pas communiqué les protocoles d'essai ni les solutions types ont imposé une charge extrêmement lourde aux installations déjà insuffisantes des laboratoires d'essai et allongé de deux semaines à trois semaines et demie le délai moyen nécessaire pour les tests.

26. Davantage de médicaments et de fournitures parviennent aux établissements sanitaires et sont dispensés aux patients. Le nombre d'interventions chirurgicales a augmenté de 33 % de janvier à août 1998. Les services de soins en milieu hospitalier reçoivent des quantités suffisantes de médicaments et de fournitures et, dans tous les types d'établissements de santé, la fréquentation par les patients augmente régulièrement. La disponibilité des médicaments dans la plupart des établissements de santé a calmé le mécontentement des patients autrefois incapables de se procurer ces produits, bien que certains médicaments essentiels restent introuvables et que les établissements de soins de santé primaires soient toujours moins bien approvisionnés que les hôpitaux.

27. Certains aspects méritent de retenir l'attention. Il faut améliorer le système de surveillance épidémiologique afin que les achats et la distribution de médicaments répondent aux besoins différents des divers établissements sanitaires et des populations. Une étude récente des installations d'assainissement et d'approvisionnement en eau dans les hôpitaux a montré que le mauvais état de l'équipement crée un véritable risque sanitaire. Sans amélioration des installations et sans un renforcement de la motivation du personnel, l'arrivée de fournitures n'aura guère d'effet général sur les services de santé publique même si l'on peut s'attendre à ce que la gamme des traitements et des médicaments disponibles continue de s'élargir.

28. Au sujet de la nutrition dans la phase actuelle, le Ministère de la santé a donné l'assurance qu'il passerait commande pour les 8 millions de dollars de biscuits à haute teneur en protéines et les 2,4 millions de dollars de lait thérapeutique prévus par le plan de distribution dans ce secteur. Si les

/...

demandes sont soumises dans l'avenir proche, ces produits pourraient commencer à arriver dès les tous premiers mois de 1999 et être distribués à travers le réseau existant d'unités communautaires de soins à l'enfance, de centres de santé primaires et d'hôpitaux. L'UNICEF continue d'apporter, au titre de son programme ordinaire, un appui au fonctionnement des 1 333 unités communautaires de soins à l'enfance qui existent actuellement, en vue du doublement de leur nombre. Elle aide également 61 centres de rééducation nutritionnelle ainsi que l'Institut de recherche sur la nutrition.

29. La situation nutritionnelle de la population iraquienne dépend de l'accès aux produits alimentaires et d'autres facteurs comme l'accès à l'eau salubre et l'existence de conditions sanitaires et de soins de santé satisfaisants. Récemment, l'UNICEF a évalué la prévalence de la malnutrition chez les nourrissons et les enfants de moins de 5 ans à l'occasion d'une enquête qui est la dernière en date dans une série d'études de la situation nutritionnelle. L'enquête la plus à jour, fondée sur les critères de référence OMS/Centers for Disease Control and Prevention (CDC), montre que la malnutrition générale parmi les nourrissons s'est stabilisée à 14,7 % pour l'ensemble de l'année écoulée. La prévalence de la malnutrition générale (poids pour l'âge) chez les enfants de moins de 5 ans s'est stabilisée aux environs de 25 % durant la même période. Ces chiffres montrent qu'à la suite de l'application de la résolution 986 (1995), les niveaux de malnutrition, auparavant en hausse, semblent s'être stabilisés.

Eau et assainissement

30. Au 31 octobre 1998, des produits chimiques, des fournitures et du matériel pour le secteur de l'eau et de l'assainissement d'une valeur de 37 229 993 dollars sont entrés en Iraq depuis la mise en application du Programme, dont une partie, à hauteur de 15 982 619 dollars, a été distribuée aux utilisateurs finals dans le centre et le sud du pays. L'action dans ce secteur s'est concentrée principalement sur l'amélioration de la quantité et de la qualité de l'eau potable grâce à la fourniture de produits chimiques servant à la purification de l'eau et de matériel destiné aux usines de traitement. Les activités ont porté également sur l'entretien du matériel pour permettre le fonctionnement des réseaux urbains d'assainissement à un niveau minimum.

31. Le rythme de la passation des marchés et de l'exécution s'est accéléré modestement ces six derniers mois mais les taux d'exécution varient considérablement entre les villes et les campagnes et d'un gouvernorat à l'autre.

32. Le rythme d'exécution souffre du manque de fonds disponibles pour acheter des matériaux (gravier, sable et ciment, par exemple), des conduites, du matériel d'excavation et de drainage, et pour payer la main-d'oeuvre. Une analyse de l'UNICEF estime à plus de 2 millions de dollars les fonds nécessaires pour entreprendre la remise en état urgente de 43 usines de traitement de l'eau. Il faudrait de même plus de 1,5 million de dollars pour effectuer l'entretien urgent de 99 installations compactes de traitement de l'eau.

/...

33. Aux 15 endroits où les effets de la résolution 986 (1995) ont été étudiés récemment, l'eau disponible a augmenté dans une proportion allant de 10 % à 25 %. Toutefois, la hausse de la production d'eau n'a pas été nécessairement aussi forte dans les autres usines de traitement qui n'ont pas été prises en considération dans l'étude mais qui ont néanmoins reçu elles aussi des moyens. En général, les moyens fournis ont freiné la dégradation, mais le matériel ne répond pas à tous les besoins des usines et les fonds ne sont pas non plus suffisants pour enrayer véritablement la détérioration actuelle. Selon les observateurs, le taux d'exécution peu élevé et l'impact minimal s'expliquent notamment par la modicité des ressources mises à la disposition des autorités sectorielles.

34. Les rejets non traités des réseaux d'assainissement déficients se déversent dans les cours d'eau sur tout le territoire des 15 gouvernorats et menacent de plus en plus gravement l'environnement. À Bagdad, où le Programme a fourni des véhicules de nettoyage à haute pression des égouts engorgés, ainsi que 43 pompes pour 30 stations de pompage, la capacité d'écoulement des eaux usées du réseau a augmenté de 20 %. Ailleurs, à cause des retards dans les commandes et dans la mise en service du matériel, les stations de pompage et les installations de traitement se détériorent rapidement.

35. D'après les contrôles mensuels de la qualité de l'eau opérés sur une base régulière par le Ministère de la santé, la qualité de l'eau s'améliore modestement. Les tests faits en juin 1998 révèlent une tendance à l'amélioration de la qualité de l'eau au cours des trois derniers mois dans tous les gouvernorats, à l'exception de Tamim, Ninevah et Mutthana. Les autorités ont décidé d'accepter, à l'initiative de l'UNICEF, l'établissement d'un bilan national du secteur de l'eau et de l'assainissement qui aura lieu au début de 1999.

Agriculture

36. Au 31 octobre 1998, des facteurs de production agricole d'une valeur de 56 901 523 dollars sont entrés en Iraq depuis le début du Programme, dont une partie, à hauteur de 23 629 613 dollars, a été distribuée aux utilisateurs finals dans le centre et le sud du pays. L'action dans ce secteur a cherché surtout à remédier à la détérioration du matériel agricole et à fournir un niveau minimum de moyens de production pour l'agriculture et l'élevage afin d'aider à renforcer la sécurité alimentaire.

37. Dans la plupart des sous-secteurs, l'efficacité de la fourniture des services et de la distribution a progressé. En revanche, il est désormais évident que les ressources procurées ne répondent pas correctement aux besoins des agriculteurs. Le nombre total de tracteurs commandés au titre des phases I à III n'est que de 825, soit seulement 2,5 % du total estimatif des besoins. Selon une étude récente du stock de matériel agricole existant, faite par la FAO, 75 % des moissonneuses-batteuses et 63 % des tracteurs ont besoin de grosses réparations pour être en bon état de fonctionnement. La distribution des pièces détachées se fait suivant un ordre de priorité entre les gouvernorats, basé sur leur productivité pour certaines cultures, si bien que les six gouvernorats qui sont les principaux producteurs de cultures

/...

alimentaires ont reçu 70 % des pièces détachées, tandis que 46 % des pompes sont allées aux cinq gouvernorats qui sont les principaux producteurs de riz.

38. Le rythme de l'approbation et de la distribution dans le cas des fournitures vétérinaires a augmenté lui aussi, bien que, faute d'installations de stockage réfrigérées, de matériel et de moyens de transport appropriés, certains vaccins et médicaments risquent d'avoir perdu leur activité en cours d'acheminement. L'insuffisance des fournitures reste une grave cause de préoccupation. Sur 32 points de distribution de district interrogés récemment, quatre seulement ont déclaré qu'ils avaient reçu suffisamment de médicaments.

39. Certains aspects méritent de retenir l'attention. Les retards dans les livraisons sont toujours un problème majeur, car il faut que les facteurs de production soient fournis en respectant les rythmes saisonniers. Ainsi, des pesticides commandés lors de la phase III sont arrivés trop tard pour servir à la campagne agricole de 1998. Dans leur cas, le retard a été provoqué par la lenteur des procédures d'approbation et de passation des marchés. Le remplacement des pompes d'irrigation électrique par des pompes diesel a augmenté la quantité d'eau mise à la disposition des agriculteurs, mais la détérioration de la quasi-totalité des pompes servant au drainage des terres agricoles a aggravé les risques de saturation et de salination.

40. La FAO fait état de hausses des rendements depuis la mise en application du Programme mais les observateurs de l'ONU estiment qu'il reste à établir dans quelle mesure ces hausses peuvent être attribuées à des facteurs de production achetés en application de la résolution 986 (1995). Il faudra également évaluer les conséquences de l'augmentation de la production alimentaire pour la sécurité alimentaire dans l'ensemble du pays.

Électricité

41. Au 31 octobre 1998, du matériel électrique d'un montant de 44 269 290 dollars était arrivé en Iraq depuis le début de l'exécution du Programme, dont celui acheminé jusqu'aux utilisateurs dans le centre et le sud du pays, d'une valeur de 43 834 000 dollars. L'activité dans ce secteur a consisté principalement dans la fourniture de matériel électrique à 21 centrales électriques et au service d'entretien (quatre au total) des autorités de distribution d'électricité, l'objectif étant de ralentir la détérioration du système en couvrant les besoins d'urgence.

42. À l'heure actuelle, la plupart des centrales électriques fonctionnent à moins de 50 % de leur puissance installée. Jusqu'à présent, les apports ont peu contribué à améliorer cette production globale car, exprimés en dollars, ces apports pour les phases I à III n'ont pas été suffisants pour avoir une incidence notable sur l'ensemble du système. Jusqu'à présent, les apports n'ont augmenté la production d'électricité que de 2 ou 3 %.

43. Si les montants prévus au titre de la phase actuelle étaient pleinement alloués, cela se traduirait par une amélioration notable. Selon les estimations, l'écart actuel de 1 500 MW entre l'offre et la demande pourrait être réduit de 660 MW une fois ce plan mis en oeuvre, y compris, plus particulièrement, les projets de rénovation proposés à Nasiriyah et Mullah

/...

Abdullah. Entre-temps, la détérioration se poursuit et en conséquence, le délestage devrait s'aggraver en 1999 par rapport à 1998.

Éducation

44. Au 31 octobre, du matériel d'enseignement d'une valeur de 19 530 539 dollars était arrivé en Iraq depuis le début de l'exécution du Programme, dont celui distribué aux utilisateurs dans le centre et le sud du pays, d'une valeur de 5 587 931 dollars. Les activités dans ce secteur ont visé principalement à empêcher la poursuite de la détérioration des installations d'enseignement primaire, secondaire, professionnel et supérieur en effectuant des réparations dans les écoles, en fournissant du mobilier scolaire, des fournitures scolaires et d'autres matériels didactiques, et en rénover la presse du Ministère de l'éducation qui sert à imprimer les manuels scolaires.

45. Les faibles taux d'exécution s'expliquent en partie par le retard intervenu dans la réception des apports devant servir à l'impression des manuels scolaires, la remise en état des écoles et la production du mobilier scolaire. Des obstacles continuent d'entraver la fourniture des apports aux écoles et leur installation. Le Ministère de l'éducation n'ayant pas été en mesure d'acheminer les matériels depuis les entrepôts jusqu'aux écoles, 40 nouveaux camions ont été commandés en vue d'en faciliter le transport. Le Ministère de l'éducation a fourni 250 000 dollars pour faciliter la fourniture des marchandises, mais cela n'a suffi qu'en partie à couvrir les frais de main-d'oeuvre et le coût des matériaux connexes.

46. Les observateurs estiment que certains apports ont pu être acheminés jusqu'à environ un tiers des 8 000 écoles primaires et secondaires dans les 15 gouvernorats. La distribution des marchandises a commencé en vue de remettre en état 2 000 écoles primaires identifiées par le Ministère de l'éducation dans son plan de distribution. L'UNICEF estime qu'environ 144 millions de dollars sont nécessaires pour répondre aux besoins actuels en matière de remise en état des écoles, et les allocations ne représentent pour l'instant que 24 millions, soit 14 % de ce montant. Sur la base des estimations de l'UNICEF, 25 millions de dollars en espèces sont nécessaires pour effectuer les travaux essentiels de remise en état de 4 500 écoles primaires. Ces travaux comprennent la réparation des salles d'eau, la fourniture de tableaux et la remise en état des structures délabrées. Environ 50 000 bureaux ont été fabriqués et distribués, tandis que 50 000 autres doivent être distribués. La préfabrication de bureaux scolaires a été entravée par le retard intervenu dans l'importation des demi-produits. Le papier, les ouvrages médicaux, le matériel de laboratoire, les photocopieuses, les ordinateurs, les imprimantes et un certain nombre d'autres matériels didactiques ont tous fait l'objet de contrats et sont sur le point d'arriver ou d'être distribués.

47. Le taux net d'inscription dans les écoles primaires des enfants en âge d'être scolarisés est passé de 94 % en 1991 à 84 % en 1996. Rien n'indiquait que ce taux se soit amélioré depuis.

B. Exécution du Programme à Dohouk, Arbil et Souleimaniyeh

Alimentation

48. Au 31 octobre 1998, des denrées alimentaires d'une valeur de 327 188 471 dollars avaient été distribuées dans les trois gouvernorats du nord conformément à l'arrangement passé avec le Gouvernement iraquien pour les achats en gros depuis le début de l'exécution du Programme. Les activités dans ce secteur pour ces gouvernorats ont visé principalement, comme dans les gouvernorats du centre et du sud à fournir à toute personne enregistrée un panier alimentaire représentant une ration alimentaire de 2 030 calories par personne et par jour, y compris 47 grammes de protéines.

49. On relève toutefois des différences marquées. Le contenu du panier alimentaire dure plus longtemps dans le nord que dans le centre et le sud. Alors que 97 % des ménages reçoivent leur panier alimentaire en temps voulu dans le centre et le sud, ce n'est le cas que de 77 % d'entre eux dans le nord. Cette observation doit être vérifiée par le PAM en vue de déterminer si cette différence est due à l'utilisation de méthodologies de collecte de données différentes ou à l'arrivée irrégulière des denrées alimentaires. Les renseignements disponibles donnent à penser que le panier alimentaire occupe une place moins importante dans l'alimentation quotidienne de la population des gouvernorats du nord que dans ceux du centre et du sud.

50. Contrairement à ce qui se passe dans les gouvernorats du centre et du sud, des changements notables sont intervenus dans l'incidence de la malnutrition dans le nord. La prévalence de la malnutrition générale (rapport poids/âge) pour les enfants de moins de 5 ans est tombée d'un taux record de 25,8 % en décembre 1994 à 15,1 % en avril 1998. Tous ces résultats sont basés sur les critères de référence de l'OMS et du Center for Disease Control. De nombreux facteurs expliquent les taux de prévalence, tels que la qualité de l'eau, les installations d'assainissement et les établissements de santé. Il faut en conséquence être prudent avant d'attribuer exclusivement ces changements à l'exécution du programme relatif aux denrées alimentaires et à la nutrition ciblée mis en oeuvre en application de la résolution 986 (1995).

Santé et nutrition

51. Au 31 octobre 1998, des médicaments d'une valeur de 19 130 292 dollars avaient été distribués dans les trois gouvernorats du nord conformément à l'arrangement passé avec le Gouvernement iraquien pour les achats en gros depuis le début de l'exécution du Programme. On s'est efforcé, dans ce secteur, d'assurer un flux continu et fiable de médicaments afin de garantir un niveau minimum de services de santé, et de fournir du lait thérapeutique et des biscuits à haute valeur protéique aux enfants dénutris ainsi qu'aux femmes enceintes et aux mères allaitantes.

52. L'OMS, en collaboration avec les autorités locales, se charge de distribuer les fournitures et le matériel au titre des programmes de santé à 29 hôpitaux et 381 centres de santé. Le lait thérapeutique et les biscuits à haute valeur protéique sont distribués dans les centres de réhabilitation nutritionnelle, les centres de santé primaires et les services communautaires de soins aux enfants.

/...

Le PAM se charge de distribuer les rations alimentaires supplémentaires aux enfants souffrant de malnutrition et à leur famille.

53. Bien que les autorités locales se plaignent, les médicaments sont plus faciles à trouver dans le nord que dans le sud et le centre, du fait de l'efficacité du système de distribution mis en place en collaboration par l'OMS et les autorités locales. Très peu de centres de santé, si tant est qu'il y en ait, rationnent la distribution de médicaments. Les allocations mensuelles des articles qui font l'objet d'un suivi couvrent les besoins pour plus d'un mois, tandis que, dans le sud et le centre, la couverture oscille entre 10 et 30 jours. L'approvisionnement accru en médicaments a permis d'augmenter de 200 à 300 % le nombre de patients qui y ont accès et, malgré cela, les allocations mensuelles durent, dans la plupart des endroits, tout le mois. L'OMS devrait introduire, le mois prochain, des cartes de rationnement pour les médicaments, ce qui devrait réduire les irrégularités en matière d'obtention de fournitures médicales.

54. S'agissant de la nutrition, l'UNICEF fait passer actuellement le nombre des services communautaires de soins aux enfants de 64 à 170, processus qui devrait s'achever en décembre 1999, l'objectif étant d'assurer une meilleure couverture du groupe cible de 250 000 enfants de moins de 5 ans, dont 120 000 seulement jusqu'à présent ont été officiellement aiguillés vers des centres de soins de santé primaires. Un groupe de soins comprenant 1 000 enfants est examiné régulièrement par les services communautaires de soins aux enfants, où un traitement préliminaire leur est assuré, puis les enfants sont aiguillés vers des centres de santé primaires où des volontaires se chargent de l'éducation et du suivi nutritionnels sur une base régulière. L'UNICEF et les observateurs géographiques et multidisciplinaires, en collaboration avec le Ministère de la santé, entreprennent actuellement une étude de la qualité de l'eau et de la santé en vue d'étudier le lien entre la qualité de l'eau, la propagation des maladies transmises par l'eau et la persistance de niveaux relativement élevés de l'insuffisance pondérale.

Eau et assainissement

55. Au 31 octobre 1998, des produits chimiques, des fournitures et du matériel d'une valeur de 28 078 528 dollars étaient arrivés dans les trois gouvernorats du nord depuis le début de l'exécution du Programme, dont une partie, à hauteur de 21 659 951 dollars avait été distribuée aux utilisateurs. Dans ce secteur, on s'est efforcé principalement de maintenir les niveaux existants en matière de traitement de l'eau et d'approvisionnement en eau, ainsi que de services d'assainissement, tant dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Des programmes particuliers ont été élaborés en vue d'aider les communautés rurales à renforcer leur capacité d'entretien des installations locales en matière d'eau et d'assainissement.

56. Une amélioration de la qualité de l'eau a résulté du remplacement par l'UNICEF de 136 pompes à eau cassées et de la réparation de 20 kilomètres de tuyaux, ainsi que de l'installation de 183 chlorateurs et de la fourniture de produits chimiques aux trois villes principales. Les services d'assainissement ont été améliorés grâce à la fourniture par l'UNICEF aux trois villes principales de 11 nouveaux compacteurs d'ordures et à la construction de

/...

6 kilomètres d'égouts qui est presque achevée. Dans la zone rurale, 97 projets relatifs à l'eau et 25 à l'assainissement ont été achevés au niveau communautaire.

57. Il est nécessaire d'effectuer un exercice de planification d'ensemble en matière d'assainissement dans les gouvernorats du nord. Une des nécessités les plus urgentes est de mettre en place une station d'épuration des eaux usées à Arbil. Un égout pluvial est en cours de construction et, fait inattendu, un certain nombre de ménages et d'organismes rejettent leurs eaux usées dans l'égout pluvial au moyen de connections illégales. Les eaux d'égout non traitées sont rejetées en dehors de la ville sur les terres agricoles, à la sortie de l'égout pluvial. Cela constitue un risque grave pour la santé mais offre la possibilité de relier une installation de traitement économique à l'égout pluvial, ce qui permettrait de disposer d'un système d'égouts fort nécessaire.

58. Selon les autorités locales, l'approvisionnement en eau s'est considérablement amélioré ces derniers mois, tant du point de vue quantitatif que qualitatif. Les essais de l'eau réalisés récemment dans les trois gouvernorats du nord par l'OMS et le Ministère de la santé ont révélé que l'incidence de la contamination bactériologique des échantillons d'eau dans les zones urbaines avait chuté, passant de 24 % pour les échantillons prélevés en juillet 1998 à moins de 5 % pour ceux prélevés en septembre 1998.

Agriculture

59. Au 31 octobre 1998, des intrants agricoles d'une valeur de 40 369 420 dollars étaient arrivés dans les trois gouvernorats du nord depuis le début de l'application du Programme, dont 24 619 333 dollars avaient été livrés aux utilisateurs finals. L'objectif central des activités dans ce secteur a été de fournir les intrants agricoles essentiels pour maintenir les niveaux de production déjà atteints grâce à la résolution 986 (1995), d'inverser le processus de dégradation de l'environnement grâce à de bonnes pratiques agricoles et sylvicoles, de relancer le service de vulgarisation agricole et de contribuer à la sécurité alimentaire.

60. La production de blé constitue la principale activité agricole dans le nord du pays et occupe environ 80 % de la superficie cultivée. Le programme de la FAO dans le nord vise dans une large mesure à fournir des intrants subventionnés aux petites et moyennes exploitations agricoles afin de faire baisser le coût de la production de blé et d'accroître les revenus. Par rapport à la campagne précédente, la FAO fait état d'une augmentation de 25 % du rendement par hectare et d'une baisse de 26 % du coût de production. Le Gouvernement a indiqué au Secrétariat qu'au 31 octobre 1998, il avait acheté un total de 185 000 tonnes de blé et d'orge dans le nord, ce qui représente quatre fois la quantité achetée les années précédentes et environ 30 % de la récolte totale. Dans le cadre de son programme, la FAO a fourni des aliments concentrés pour volaille, des produits pharmaceutiques vétérinaires et des installations d'appui aux petites et grandes exploitations avicoles dont le nombre total est actuellement de 227, par rapport à 25 avant l'adoption de la résolution 986 (1995). En outre, 31 500 poules pondeuses et 106 tonnes d'aliments pour volaille riches en protéines ont été distribuées à 6 980 familles pauvres dans des zones rurales

/...

isolées. À la suite de l'augmentation de la production avicole, il y a eu une baisse de 35 à 40 % du prix des poulets de chair vivants sur le marché. Cela a permis de relancer le marché inactif de viande de poulet. La proportion d'animaux de la région qui ont été traités ou vaccinés contre les principales maladies est estimée à 85 %, ce qui représente une couverture d'environ 90 % de tous les propriétaires de bétail. La FAO estime que la conséquence a été une augmentation de 25 % du nombre d'animaux et cela s'est traduit par une baisse d'environ 40 % du prix de la viande vendue sur le marché.

Électricité

61. Au 31 octobre 1998, des équipements électriques d'une valeur de 11 942 379 dollars étaient arrivés dans les trois gouvernorats du nord depuis le début de l'application du Programme, dont 2 776 081 dollars avaient été distribués aux utilisateurs finals. L'objectif central des activités dans ce secteur a été de mettre fin à la détérioration des réseaux de distribution et de transmission et de remettre en état les deux centrales hydroélectriques de Dokan et Derbandikhan, les seules sources d'énergie électrique dans le nord du pays.

62. Il a été décevant de constater que les achats et les livraisons dans ce secteur ont été lents et que l'exécution du projet n'a pas encore atteint un niveau permettant d'assurer la fourniture constante d'électricité aux hôpitaux, aux écoles et aux installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Jusqu'à présent, des contrats n'ont été passés que pour une vingtaine de millions de dollars de fournitures. La plupart des fournitures restantes au titre de la phase I devraient arriver d'ici à décembre 1998, alors que les fournitures au titre des phases II et III font toujours l'objet d'une procédure d'achat et devraient arriver au cours des premier et deuxième trimestres de 1999. La plupart des équipements complémentaires, qui n'avaient pas encore été commandés, font actuellement l'objet de commandes et leur livraison est prévue d'ici au milieu de 1999.

63. Comme il est indiqué dans mon rapport précédent (S/1998/823), des mesures de gestion ont été prises pour remédier à la lenteur des progrès dans ce secteur. Le PNUD a envoyé à Arbil un spécialiste de la gestion des programmes de rang élevé qui travaille à plein temps et est responsable de la supervision et de la coordination des activités sur le terrain, et des bureaux de projet ont également été créés à Dohouk et Souleimaniyeh. Le Bureau chargé du Programme Iraq, le PNUD et le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU suivent conjointement la mise en oeuvre du Programme. Les 12 ingénieurs consultants, responsables des réparations d'urgence et d'autres travaux sur les deux barrages, ont été recrutés et se trouvent déjà sur le terrain, à la suite d'une dérogation à la procédure normale d'appels d'offres qui a permis leur déploiement immédiat. Néanmoins, la lourdeur et la lenteur des procédures d'achat continuent à entraver l'opération et diverses options pour accélérer ce processus sont actuellement examinées par le Bureau chargé du Programme Iraq, le PNUD et le Département des affaires économiques et sociales.

64. Les réparations des ancrages de la vanne du déversoir ont commencé et les réparations nécessaires pour éviter une défaillance catastrophique sont presque terminées. À la suite de l'achèvement des études sur l'intégrité structurelle, des niveaux d'eau ne présentant pas de danger ont été calculés pour le barrage

/...

de Derbandikhan, et ces niveaux ont été maintenus dans des proportions acceptables. Les ingénieurs consultants doivent commencer la remise en état des groupes électrogènes de Dokan en novembre 1998. Dans le gouvernorat d'Arbil, quatre groupes électrogènes diesel seront installés en décembre 1998 et seront prêts dans les situations d'urgence à fournir de l'électricité aux hôpitaux et aux stations de pompage d'eau. Bien qu'il y ait maintenant des réunions hebdomadaires de planification et d'examen dans chacun des trois gouvernorats et une réunion mensuelle avec les représentants des autorités locales dans les trois gouvernorats, la mise en oeuvre ne peut que continuer à être centrée sur les projets les plus viables et les plus urgents afin d'empêcher une nouvelle détérioration de la capacité de production. Des décisions fondamentales acceptées par toutes les parties intéressées doivent être prises sur la relation entre le programme exécuté dans les gouvernorats du nord et la remise en état du réseau national.

Éducation

65. Au 31 octobre 1998, des matériels didactiques d'une valeur de 13 765 406 dollars étaient parvenus aux trois gouvernorats du nord depuis le début de l'application du Programme, dont 10 570 818 dollars avaient été distribués aux utilisateurs finals. Les activités essentielles dans ce secteur ont été la remise en état des écoles, la production et la distribution de pupitres, des programmes de formation pour les enseignants et la distribution des fournitures scolaires, activités qui ont été exécutées par l'UNICEF et l'UNESCO. En outre, l'UNICEF a installé des presses d'imprimerie à Arbil et Souleimaniyeh et l'UNESCO a commencé la construction d'un petit nombre d'écoles nouvelles et de l'installation d'une unité de production de craies.

66. Sur un total prévu de 110 000 pupitres, environ 71 000, soit 64 %, ont été produits et distribués. Cela permet de satisfaire 70 % des besoins, à condition que les écoles continuent à fonctionner par roulement. Étant donné que l'installation de l'équipement pour l'unité de production de craies est retardée, l'UNESCO achètera des craies jusqu'à ce que cette unité devienne opérationnelle. L'UNESCO a exécuté des activités de construction dans 64 % des 159 écoles devant être remises en état. Cent quarante-deux autres écoles ont été réaménagées par l'UNICEF.

67. Grâce à la remise en état d'un certain nombre d'écoles et à un accroissement des fournitures scolaires disponibles, l'UNICEF a constaté lors d'une enquête que le taux d'inscription dans les écoles primaires est passé de 81 % en 1996 à 91 % au cours de la période considérée.

68. Dans le domaine de la protection des enfants, l'UNICEF a appuyé la formation de travailleurs sociaux et a équipé 25 centres pour les enfants handicapés. L'UNICEF a également conclu des accords afin d'accroître la production de prothèses et d'appareils orthopédiques pour 4 000 enfants victimes de mines et souffrant de lésions connexes.

Remise en état des établissements humains

69. Au 31 octobre 1998, des marchandises d'une valeur de 3 699 764 dollars étaient parvenues aux trois gouvernorats du nord depuis le début de l'application du Programme, dont 1 894 728 dollars avaient été distribués aux utilisateurs finals. Outre l'achat de fournitures et de matériel, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) a consacré 1 044 605 dollars en espèces à l'exécution de son programme. L'objectif central des activités dans ce secteur a été de faciliter la réinstallation des personnes déplacées qui souhaitent revenir dans leurs foyers grâce à la remise en état de leur village d'origine, et de contribuer à la mise en place de l'infrastructure urbaine pour les personnes qui se sont réfugiées dans les zones urbaines et semi-urbaines.

70. Les résidents d'environ 4 500 villages des trois gouvernorats du nord ont été déplacés au cours des deux dernières décennies et vivent actuellement dans des villes. Ces personnes déplacées sont maintenant revenues dans 60 % de ces villages. Au cours des phases I à III, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains a fourni une assistance pour la réinstallation dans certains de ces villages en construisant 122 écoles, 31 centres de santé, 56 installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, 48 routes d'accès, 7 ponts et 13 cliniques vétérinaires. Dix-sept villages ont été complètement reconstruits.

71. La population déplacée comprend actuellement les groupes suivants : a) ceux qui vivent dans des villes et ne peuvent pas revenir dans leur lieu d'origine; b) ceux qui ne souhaitent pas revenir dans leur lieu d'origine; et c) les personnes déplacées qui se sont réfugiées dans les zones urbaines et semi-urbaines et qui, en raison de leur situation vulnérable, ont besoin d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'autres infrastructures. Le Centre a réorienté son programme pour qu'il soit centré à la fois sur le groupe cible initial de ceux qui souhaitent retourner dans leur zone d'origine ainsi que sur les plus vulnérables des personnes déplacées qui se sont réfugiées dans les zones urbaines et semi-urbaines.

Activités de déminage

72. Au 31 octobre 1998, du matériel de déminage d'une valeur de 1 548 101 dollars était parvenu aux trois gouvernorats du nord depuis le début de l'application du Programme, dont 1 542 905 dollars avaient été distribués aux utilisateurs finals. Outre les fonds utilisés pour l'achat des fournitures et équipements nécessaires, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) a versé une contribution de 5 699 485 dollars en espèces pour la mise en oeuvre de son programme. L'objectif central des activités dans ce secteur a été d'identifier les champs de mines existants, de former des démineurs locaux, d'envoyer sur le terrain des équipes de levés et de déminage, d'exécuter des opérations de déminage, et de mettre en oeuvre des programmes de sensibilisation au danger des mines à l'intention du personnel national et international des Nations Unies, du Comité international de la Croix-Rouge et des organisations non gouvernementales.

73. Un projet d'enquête sur les champs de mines et les victimes d'accidents dus aux mines dans le nord de l'Iraq utilise actuellement 12 équipes, qui devraient achever leurs travaux en moins de 11 mois. Cette enquête fournira des estimations fiables sur la superficie et la localisation des zones affectées par les mines et sur le nombre de morts et de blessés victimes d'accidents dus aux mines. Les résultats seront largement disponibles et il sera possible d'imprimer, sur demande, des cartes indiquant les détails des champs de mines et la localisation des victimes et des accidents.

74. Des études montrent qu'il existe environ 210 millions de mètres carrés de champs de mines, sans tenir compte des champs qui continuent à être créés et des nouvelles découvertes. Cette superficie comprend 4,5 millions de mètres carrés à Dohouk, 55,7 millions de mètres carrés à Arbil et 149 millions de mètres carrés à Souleimaniyeh. On estime qu'il faudra de 35 à 75 ans pour déminer ces champs. L'ONU est convenue avec le Gouvernement iraquien de ne pas effectuer d'activités de déminage dans les zones situées à moins de 5 kilomètres de la frontière avec la République islamique d'Iran. Des exceptions à cette règle peuvent être demandées au Gouvernement pour les zones agricoles sédentaires comprises dans cette limite.

75. Outre certains incidents isolés en matière de sécurité qui ont entraîné le retrait temporaire du personnel de Choman et Sawita, le rythme du déminage est affecté par les difficultés de détection. Étant donné que les zones minées contiennent des fragments métalliques, la plupart des détecteurs de mines, surtout ceux qui ont été acquis au cours des phases I et II, ont des difficultés pour établir la distinction entre les mines et d'autres objets métalliques. Afin de remédier à cette situation, trois équipes canines de détection de mines, représentant un total de six chiens, ont été déployées dans la région. Cela a permis d'accélérer considérablement le processus. En outre, l'UNOPS a lancé un programme visant à évaluer si les chiens locaux pouvaient servir pour la détection, conformément aux efforts continus visant à mettre en place une capacité locale de déminage.

76. L'UNOPS continue à appuyer deux centres de production de prothèses à Arbil et Souleimaniyeh ainsi que la construction d'un troisième centre à Dohouk. Les deux centres existants ont fourni des soins médicaux à 171 victimes hospitalisées et 1 634 patients non hospitalisés, et dispensent actuellement des soins de physiothérapie à 726 patients.

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

77. Malgré l'augmentation du volume des exportations de pétrole, l'objectif financier de 3,1 milliards de dollars nécessaires pour mettre en oeuvre le plan de distribution élargi n'a pas été atteint en raison des bas prix du pétrole. La mise en oeuvre intégrale de ce plan aurait permis d'aborder la malnutrition selon une optique multisectorielle et aurait contribué à prévenir une nouvelle dégradation de la situation humanitaire.

78. Néanmoins, le programme a continué de fournir un panier de produits alimentaires plus adéquat à la population iraquienne. Étant donné l'interdépendance complexe des questions liées à la fourniture de denrées alimentaires, à la santé et à l'hygiène, l'avantage que ces denrées alimentaires

/...

supplémentaires pourraient offrir sur le plan nutritionnel ne s'est toutefois pas encore complètement matérialisé. Les enquêtes menées sur la malnutrition infantile montrent que l'amélioration déjà enregistrée à partir de 1994 dans les trois gouvernorats du nord s'est maintenue. Toutefois, dans le centre et le sud de l'Iraq, la malnutrition infantile, sans avoir empiré, reste un grave sujet de préoccupation. Il est regrettable qu'à ce jour le Secrétariat n'ait reçu aucune demande de fournitures nutritionnelles ciblées, alors qu'elles sont incluses dans le plan de distribution élargi.

79. La FAO estime que les rendements du blé et de l'orge ont augmenté de 15 % cette année, mais la production nationale de denrées alimentaires dans le centre et le sud de l'Iraq n'en continue pas moins d'enregistrer de graves pénuries d'intrants; les prix des denrées sur le marché libre ont augmenté, ce qui désavantage les pauvres. En revanche, la production alimentaire des trois gouvernorats du nord a sensiblement augmenté et les prix des denrées sur le marché libre ont continué de diminuer.

80. Dans le secteur de la santé, un apport croissant de fournitures a élargi l'éventail des traitements disponibles et les médicaments sont plus faciles à trouver à tous les niveaux du système de santé. Toutefois, les soins de santé préventive n'ont pas reçu toute l'attention requise. Il n'est toujours pas possible de disposer régulièrement de toute la gamme des médicaments essentiels pour lesquels il existe un besoin pressant, ce qui s'explique essentiellement par les insuffisances de la planification des achats et de la gestion des stocks. La distribution rapide du matériel hospitalier qui a été reçu au titre du Programme se heurte également à des problèmes importants.

81. Les secteurs de l'électricité, de l'eau et de l'assainissement ont connu des problèmes analogues qui s'expliquent par le fait que les apports tendent à avoir uniquement un impact local, qui ne peut pas compenser la poursuite de la dégradation structurelle de l'ensemble de ces secteurs. On produit davantage d'eau chlorée, mais le délabrement du réseau de distribution ne permet pas de garantir la fourniture d'eau potable. Les maladies d'origine hydrique restent une grave menace. Le plan de distribution élargi essaie à présent de réduire l'écart qui se creuse entre l'offre et la demande d'électricité. Cependant, le caractère limité des moyens financiers ne permet pas de régler à court terme la question de l'accélération de la dégradation de la production et de la distribution de l'électricité. Les consommateurs connaîtront donc l'an prochain des coupures de courant plus graves qu'à l'heure actuelle.

82. Un nombre croissant d'écoles reçoivent du mobilier et du matériel éducatif au titre du Programme, mais les travaux de rénovation des bâtiments scolaires ont été relativement limités dans l'ensemble du pays. L'amélioration de la distribution des fournitures scolaires dans les trois gouvernorats du nord a augmenté le nombre d'enfants scolarisés.

83. Les difficultés de financement actuelles semblent devoir continuer. On estime que pour la phase actuelle, les recettes devraient atteindre 3 milliards 150 millions de dollars. Après les déductions effectuées conformément au paragraphe 8 de la résolution 986 (1995), il restera 1 milliard 980 millions de dollars pour le Programme humanitaire, dont 300 millions de dollars pour les

pièces détachées et le matériel pétrolier, autorisés par la résolution 1175 (1998).

84. Comme je l'ai indiqué dans la lettre que j'ai adressée le 15 avril 1998 au Président du Conseil de sécurité (S/1998/330 et Corr.1), l'industrie pétrolière iraquienne est dans un état déplorable, le montant initial autorisé de 300 millions de dollars pour les pièces détachées et le matériel ne permettant de faire face qu'aux besoins les plus essentiels et pressants. Pendant le processus de passation des marchés, on a enregistré des augmentations importantes de prix pour beaucoup d'articles figurant sur la liste. Les retards mis à approuver les demandes de pièces détachées et de matériel pour l'industrie pétrolière sont regrettables. Je me félicite qu'un certain nombre de demandes mises en attente aient depuis été traitées, et j'espère que le Comité du Conseil de sécurité accélérera l'approbation des demandes essentielles pour augmenter la production et les exportations de pétrole. D'un autre côté, j'engage le Gouvernement iraquien à donner à nouveau la priorité à ses demandes de pièces détachées et de matériel afin de renforcer ses capacités d'exportation. Le Secrétariat reste prêt à aider le Comité du Conseil de sécurité à fournir tous renseignements supplémentaires qui seraient nécessaires pour l'examen des demandes.

85. Le fait qu'il n'ait pas été possible d'atteindre l'objectif des 3,1 milliards de dollars pour la mise en oeuvre du plan de distribution élargi, pour les raisons indiquées plus haut, a été compliqué par l'augmentation du montant des remboursements provenant du compte ESC (13 %) destinés au compte ESB (53 %), au titre des achats en grandes quantités de denrées alimentaires et de médicaments, qui s'élèvent à 237 588 447 dollars. Il est indispensable de résoudre de la façon la plus urgente cette question si l'on veut accélérer le rythme d'exécution et l'efficacité du Programme. Le Bureau chargé du Programme Iraq examine différentes options qui permettraient de résoudre les difficultés rencontrées.

86. Compte tenu de la complexité de la situation humanitaire en Iraq, je recommande au Conseil de sécurité d'appliquer les dispositions pertinentes de la résolution 1153 (1998) pendant une nouvelle période de 180 jours, sous réserve des autres mesures pertinentes à prendre au regard des dispositions de la résolution 661 (1990).

87. Je saisis cette occasion pour saluer le dévouement et le zèle du personnel des organismes des Nations Unies qui participent à l'exécution du Programme. Je tiens aussi à remercier le Gouvernement iraquien pour sa coopération.

Annexe

COMPTE IRAQ OUVERT PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

1. Dans sa résolution 1153 (1998), le Conseil de sécurité a autorisé le Gouvernement iraquien à exporter du pétrole et des produits pétroliers pendant une nouvelle période de 180 jours commençant à 0 h 1 (heure de New York) le lendemain du jour où son président lui aurait fait savoir qu'il avait reçu le rapport du Secrétaire général approuvant le plan de distribution présenté par le Gouvernement iraquien. Le plan de distribution élargi a été approuvé par le Secrétaire général le 29 mai 1998 et la période de 180 jours a commencé à 0 h 1 (heure de New York) le 30 mai 1998.

2. Au 31 octobre 1998, sur les 5 milliards 256 millions de dollars autorisés au titre de la résolution 1153 (1998), 2 039 500 000 dollars avaient été déposés sur le compte au titre de la phase IV, ce qui portait le total des recettes des ventes de pétrole depuis le début du Programme humanitaire à 8 399 200 000 dollars.

3. Les fonds reçus à ce jour au titre des recettes pétrolières et les dépenses correspondantes répartissent comme suit :

a) Un montant de 4 194 500 000 dollars a été affecté à l'achat de fournitures humanitaires par le Gouvernement iraquien, comme prévu à l'alinéa a) du paragraphe 8 de la résolution 986 (1995). Les lettres de crédit émises au nom de l'ONU par la Banque nationale de Paris, pour le paiement de ces fournitures destinées à l'ensemble du pays se sont élevées à 4 357 900 000 dollars au titre des phases I à IV, dont un montant de 163,4 millions de dollars destiné au remboursement d'articles achetés en grandes quantités par le Gouvernement iraquien pour le nord du pays et distribuées par le Programme humanitaire interorganisations des Nations Unies;

b) Un montant de 1 028 200 dollars a été affecté à l'achat de fournitures humanitaires devant être distribuées dans les trois gouvernorats du nord de l'Iraq par le Programme humanitaire interorganisations des Nations Unies, comme prévu à l'alinéa b) du paragraphe 8 de la résolution. Les dépenses afférentes à l'achat de fournitures humanitaires approuvées par le Comité du Conseil de sécurité se sont élevées à 656 millions de dollars;

c) Un montant de 2 492 100 000 dollars a été viré directement au Fonds d'indemnisation des Nations Unies, conformément à l'alinéa c) du paragraphe 8 de la résolution. Au 31 octobre 1998, un montant de 68,3 millions de dollars avait été affecté au financement des dépenses de fonctionnement de la Commission d'indemnisation et de 1 901 600 000 dollars aux première, deuxième, troisième et quatrième séries de versements dus au titre des réclamations des catégories A et C;

d) Un montant de 175 200 000 dollars a servi à défrayer l'ONU des dépenses opérationnelles et administratives entraînées par l'application de la résolution 986 (1995), comme prévu à l'alinéa d) du paragraphe 8 de la résolution. Les dépenses administratives encourues à ce titre par l'ensemble des organismes des Nations Unies se sont élevées à 115,9 millions de dollars;

/...

e) Un montant de 59 400 000 dollars a été affecté à la Commission spéciale des Nations Unies au titre de ses dépenses de fonctionnement, comme prévu à l'alinéa e) du paragraphe 8 de la résolution. Les dépenses de la Commission spéciale se sont élevées à 42,3 millions de dollars;

f) Un montant de 370 700 000 dollars a été réservé pour couvrir les frais de transport de pétrole et de produits pétroliers irakiens exportés, via la Turquie, par l'oléoduc Kirkouk-Yumurtalik, conformément à l'alinéa f) du paragraphe 8 de la résolution et aux procédures adoptées par le Comité du Conseil de sécurité. Sur ce montant, 289,7 millions de dollars ont été versés au Gouvernement turc;

g) Un montant de 79 100 000 dollars a été viré directement au compte séquestre ouvert en vertu des résolutions 706 (1991) du 15 août 1991 et 712 (1991) du 19 septembre 1991 aux fins des paiements envisagés au paragraphe 6 de la résolution 778 (1992) du 2 octobre 1992, comme prévu à l'alinéa g) du paragraphe 8 de la résolution 986 (1995).
